



N° 047 AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
 AAONO/MINTP/CIPM-TCRI/2026 DU 18 JUIN 2026

Handwritten signature/initials

EN PROCEDURE D'URGENCE, POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION
 D'UN PONT METALLIQUE ACROW SUR LE MAYO LIDI, DEPARTEMENT DU MAYO-REY,
 REGION DU NORD.

FINANCEMENT : BIP DU MINTP, EXERCICES 2026, 2027 ET 2028

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de l'exécution du Budget d'Investissement Publics du Ministère des Travaux Publics, le Ministre des Travaux Publics, Maître d'Ouvrage, lance un Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence pour l'exécution des travaux de construction d'un pont métallique ACROW sur le Mayo Lidi, Département du Mayo-Rey, région du Nord.

2. Consistance des travaux

Les travaux à réaliser dans le cadre du contrat porteront sur les tâches suivantes :

- L'installation de chantier qui est constitué de la mise à disposition des locaux pour la mission de contrôle, de l'administration et du laboratoire de chantier, de l'amenée et du repli du matériel, de la réalisation des études d'avant-projet détaillé, des plans d'exécution et de recollement et des provisions pour les expropriations et déplacements des tombes ;
- Le dégagement de l'emprise de la chaussée qui consiste à, décaper la terre végétale, abattre des arbres, débroussailler, démolir des buses et dalots, et protéger les talus par engazonnement ;
- Le terrassement général qui consiste à, déblayer, remblayer, exécuter la couche de forme en graveleux latéritique naturel sur une épaisseur de 30 cm sur les voies d'accès ;
- La réalisation de la chaussée des voies d'accès par la mise en place de couche de fondation en béton de sols d'une épaisseur de 25 cm, de couche de base en grave concassée 0/31,5 de 20 cm d'épaisseur, d'une couche d'imprégnation au cut back 0/1 ou à l'émulsion avec sablage et une couche de revêtement en enduit superficiel bicouche ;
- La réalisation des piles et des culées en béton armé ;
- La mise en place du tablier métallique et des garde-corps en acier.

Ces travaux sont amplement définis dans le CCTP.

3. Allotissement

Les travaux sont constitués en un (01) lot présenté comme suit :

N° DU LOT	REGION	ITINERAIRE	RIVIERE	PORTEE (ml)	DELAI (mois)	MONTANT PREVISIONNEL TTC (FCFA)
Lot unique	Nord	Mayo Djarendi - Mandingring (route nationale 13)	Mayo Lidi	103,194	24	1 712 299 003

4. Coût prévisionnel :

Le coût prévisionnel desdits travaux est d'un milliard sept cent douze millions deux cent quatre-vingt-dix-neuf mille trois (1 712 299 003) Francs CFA Toutes Taxes Comprises.

5. Délais d'exécution

Le délai global d'exécution des marchés est de vingt-quatre (24) mois. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux.

6. Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est ouverte à égalité de conditions à toutes les entreprises ou Groupement d'Entreprises de travaux publics du sous-secteur d'activité « Routes », installées au Cameroun, de Catégorie A, B ou C.

7. Financement

Les travaux objet, du présent Appel d'Offres sont financés par le Budget d'Investissement Public du Ministère des Travaux Publics, Exercices 2026, 2027 et 2028.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission est : «Exclusivement en ligne». Autrement dit, il n'est pas possible de soumissionner hors ligne pour cet Appel d'Offres.

9. Cautionnement de soumission

Les offres devront être accompagnées, d'un cautionnement provisoire (garantie de soumission) d'une durée de validité de cent vingt (120) jours à compter de la date initiale de remise des offres et établi selon le modèle indiqué dans le Dossier d'Appel d'Offres par un établissement financier agréé par le Ministre en charge de finances pour délivrer les cautions dans le cadre des Marchés Publics accompagné du récépissé de dépôt délivré par la Caisse de Dépôt et de Consignation (CDEC).

Les montants en FCFA desdites garanties sont respectivement de :

Lot	Montant de la caution (en FCFA)
Lot unique	Deux millions (2 000 000)

Sous peine de rejet, le cautionnement provisoire devra impérativement être produit en original datant de moins de trois (03) mois.

Le cautionnement provisoire sera libéré d'office dès publication de la Décision d'attribution pour les soumissionnaires n'ayant pas été retenus. Dans le cas où le soumissionnaire est adjudicataire du marché, le cautionnement provisoire sera libéré après constitution du cautionnement définitif. Les chèques bancaires même certifiés ne seront pas acceptés en lieu et place du cautionnement provisoire.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être consulté gratuitement aux heures ouvrables à la Cellule des Appels d'Offres de la Direction des Contrats du Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, située au 4ème étage du bâtiment A de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à ETOUDI, au lieudit centre administratif, Porte 4/36. Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> et sur le site internet de l'ARMP à l'adresse (www.armp.cm).

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier d'Appel d'Offres sera obtenu dans les Services du Ministère des Travaux Publics aux heures ouvrables, Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 4ème étage du bâtiment A de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à ETOUDI, au lieudit centre administratif, sur présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable de quatre cent mille (400 000) F CFA au titre des frais d'achat de dossier.

Lors du retrait du Dossier d'Appel d'Offres, les soumissionnaires devront se faire enregistrer, en indiquant leur adresse complète (Boite postale, Numéros de téléphone, fax Email...).

Cette quittance devra identifier l'acheteur comme représentant l'Entreprise désireuse de participer à l'Appel d'Offres.

Il est également possible d'obtenir le DAO par téléchargement gratuit sur la plateforme COLEPS disponible aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Présentation des offres

Les tailles maximales des volumes cités précédemment (Volume 1, Volume 2 et Volume 3) ou fichiers qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour le Dossier Administratif (Volume 1) ;
- 15 MO pour l'Offre Technique (Volume 2) ;
- 5 MO pour l'Offre Financière (Volume 3).
- Les formats acceptés sont les suivants :
- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13. Remise des offres

L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le ~~29 JUN 2026~~ à 11 heures. Une copie de sauvegarde non compressée de l'offre enregistrée sur clé USB, l'original de la caution de soumission et du récépissé de la CDEC devront parvenir sous pli fermé, au Ministère des Travaux Publics, Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 4^{ème} étage du bâtiment A de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à ETOUDI, au lieudit centre administratif, porte 4/36, au plus tard le ~~29 JUN 2026~~ à 11 heures, et déposé contre récépissé. Ce pli devra porter la mention :

**N° 047 « APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
AONO/MINTP/CIPM-TCRI/CCCM-TR/2026 DU 18 JUIN 2026
EN PROCEDURE D'URGENCE, POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX DE
CONSTRUCTION D'UN PONT METALLIQUE ACROW SUR LE MAYO LIDI, MAYO
LIDI, DEPARTEMENT DU MAYO-REY, REGION DU NORD
FINANCEMENT : BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC DU MINTP, EXERCICES
2026, 2027 ET 2028, (COPIE DE SAUVEGARDE, RECEPISSE DE LA CDEC ET ORIGINAL
DE LA CAUTION DE SOUMISSION) ».**

14. Recevabilité des offres

Les offres parvenues après la date et l'heure de dépôt des offres seront irrecevables.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission établie selon le modèle proposé dans le DAO et délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances et habilitée à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics, valable pendant trente (30) jours au-delà du délai de validité des offres.

Sous peine de rejet, les pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

Ces pièces administratives ont une durée de validité de trois (03) mois, cette date limite de validité des pièces administratives doit être postérieure à la date de lancement de l'Appel d'Offres.

15. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le 20 JUL 2026 à 12 heures précises dans la salle de réunion de la Commission Interne de Passation des Marchés des Travaux de Construction et de Réhabilitation des Infrastructures auprès du Ministère des Travaux Publics, sise au bâtiment A de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à ETOUDI, au lieudit centre administratif.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

16. Critères d'évaluation

15.1. Critères éliminatoires

a) Dossier administratif incomplet pour :

- Absence du cautionnement de soumission (Caution-CDEC) à l'ouverture des plis ;
- Non-production au-delà du délai de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif absente ou jugée non conforme à l'exception de la caution de soumission.

b) Offre technique incomplète pour absence de l'un des éléments ci-après :

- La déclaration sur l'honneur attestant que le soumissionnaire n'a pas abandonné un marché au cours des trois dernières années, et qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défailtantes établie par le MINMAP ;
- D'un Conducteur des Travaux remplissant les conditions de qualification et d'expérience spécifiques demandées dans le RPAO : Diplôme universitaire en Genil Civil (Bac + 3 minimum), ayant au moins sept (07) années d'expérience générale en Bâtiment et Travaux Publics, et ayant effectué au poste de conducteur des travaux au moins un (01) projets dans le domaine de la construction, d'entretien ou de réhabilitation des ouvrages d'art dont au moins un pont acier béton de longueur ≥ 25 ml (joindre curriculum vitae signé par le candidat, une copie certifiée conforme du diplôme signée par l'Autorité Administrative, une attestation de disponibilité datée et signée du candidat et une attestation d'inscription à l'Ordre National des Ingénieurs du Génie Civil (ONIGC) ;
- Une attestation de visite des lieux datée, cachetée et signée sur l'honneur par le soumissionnaire ;
- Un rapport de visite de lieux documenté et illustré (indiquant les éléments prouvant l'existence de l'ouvrage), signé à la dernière page par le soumissionnaire ;
- La charte d'intégrité datée et signée ;
- La déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales ;
- Une attestation de capacité financière ou de mise à la disposition du soumissionnaire d'une ligne de crédit, délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministre en charge des Finances, pour préfinancer les travaux, objet de l'Appel d'Offres de référence, à hauteur d'au moins :

Lot	Montant de la capacité financière (en.FCFA)
Lot 1	Six cent cinquante millions (650 000 000)

- N'avoir pas satisfait au moins 2/4 des critères essentiels avec obligatoirement le critère matériel.
- c) **Offre financière incomplète pour absence de l'une des pièces ci-après :**
 - Une soumission timbrée, datée signée et cachetée ;
 - Le bordereau des prix (BPU) suivant le modèle avec indication des prix hors TVA en chiffres et en lettres paraphé à toutes les pages signé et cachetée à la dernière page ;
 - Le devis quantitatif et estimatif daté, signé et cacheté ;
 - Les sous détails des prix quantifiés paraphés à toutes les pages.
- d) Fausse déclaration, documents falsifiés ou non authentique, manœuvres frauduleuses.
- e) Non-respect du format de fichiers des offres soumises en ligne.

15.2 Critères essentiels

L'évaluation des offres techniques sera faite sur la base des critères essentiels ci-dessous :

- a) Le personnel d'encadrement proposé sur vingt-trois (23) sous-critères ;
- b) Le matériel à mobiliser sur douze (12) sous-critères ;
- c) Les références du soumissionnaire sur un (01) sous-critère ;
- d) Une Note méthodologique six (06) sous-critères.

NB : Un agent public sans justificatif de sa libération de la fonction publique ne sera pas évalué.

17. Attribution du marché

Le marché sera attribué au soumissionnaire présentant l'offre évaluée la moins-disante et remplissant les capacités techniques, administratives et financières requises.

18. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

19. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables consulté à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 4^{ème} étage du bâtiment A de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à ETOUDI, au lieudit centre administratif, porte 4/36, à la Division des Ouvrages d'Art, Tél. : 222 23 12 56 au Ministère des Travaux Publics ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, ou tout autres moyens de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.

20. Assistance technique

Pour obtenir une assistance technique, en cas de survenance d'un problème lié à l'utilisation de la plateforme COLEPS, bien vouloir appeler aux numéros (+237) 222 238 155 / 222 235 669 ou écrire à l'adresse email dsi@minmap.cm.

21. Lutte contre la corruption

Pour tout acte de corruption, bien vouloir appeler ou envoyer un SMS au MINMAP aux numéros suivants : 673 20 57 25 / 699 37 07 48 ou au MINTP au numéro 88 00 2042.

Yaoundé le 18 JUIN 2026



Emmanuel NGANOU D.



047 OPEN NATIONAL CALL FOR TENDERS
 No. 047 /AAONO/MINTP/CIPM-TCRI/2026 OF 18 JUN 2026, J A

IN EMERGENCY PROCEDURE FOR THE EXECUTION OF WORKS TO CONSTRUCT AN ACROW STEEL BRIDGE OVER RIVER MAYO LIDI IN THE MAYO-REY DIVISION, NORTH REGION.

FINANCING: MINTP PIB, 2026, 2027 AND 2028 FINANCIAL YEARS

1. Subject of the Call for Tenders

As part of the implementation of the Public Investment Budget of the Ministry of Public Works, the Minister of Public Works, Project Owner, hereby launches an Open National Call for Tenders in emergency procedure for the execution of works to construct an ACROW steel bridge over River Mayo Lidi, Mayo-Rey Division, North Region.

2. Scope of Works

The works to be carried out under the contract shall concern the following tasks:

- Site installation, which includes the provision of facilities for the control mission, the administration and the site laboratory, the delivery and removal of equipment, detailed design studies, execution plans and post completion drawings, provisions for expropriations and relocation of graves;
- Clearing the carriageway right-of-way, which involves stripping of topsoil, felling trees, bush clearing, demolishing pipe culverts and box culverts and protecting slopes through grass turving;
- General earthworks which include clearing, backfilling, laying a 30-cm-thick natural lateritic gravel subgrade on access roads;
- Construction of the carriageways of access roads by laying a 25-cm-thick soil concrete sub-base, a 20-cm-thick base course with 0/31.5 crushed graded aggregates, a prime coat using 0/1 cut-back or emulsion with sanding and a double surface dressing pavement;
- Construction of reinforced concrete abutments and piers;
- Installation of the metal deck and steel guardrails.

These works are more detailed in the Special Technical Clauses (CCTP).

3. Allotment

The works shall be tendered for in (1) lot as follows:

LOT No.	REGION	ROUTE	RIVER	SPAN (LM)	TIME FRAME (Months)	ESTIMATED AMOUNT, INCL. TAXES (IN CFAF)
Single lot	North	Mayo Djarendi - Mandingring (National Road No. 13)	Mayo Lidi	103.194	24	1,712,299,003

4. Estimated Cost

The estimated cost of the works is one billion, seven hundred and twelve million, two hundred and ninety-nine thousand and three (1,712,299,003) CFA francs, including taxes.

5. Time Frame

The overall execution time frame shall be **twenty-four (24) calendar months**, with effect from the date of notification of the Order to commence service delivery.

6. Eligibility

Participation in this Call for Tenders shall be opened on equal conditions to all Category A, B and C Cameroon-based public works contractors or consortia in the "Roads" sub-sector of activity.

7. Financing

The works under this Call for Tenders shall be financed by the MINTP Public Investment Budget for the 2026, 2027 and 2028 Financial Years.

8. Bidding Method

Bidding shall be carried out as follows: **"online only"**. In other words, one cannot submit bids offline for this Call for Tenders.

9. Bid Bond

Tenders shall include a provisional guarantee (bid bond) valid for one hundred and twenty (120) days with effect from the initial tender submission deadline and, issued in keeping with the model indicated in the Tender Documents and delivered by a financial institution authorised, by the Minister in charge of Finance, to issue bonds as part of Public Contracts, together with the submission receipt issued by the Deposits and Consignments Fund (CDEC).

The amounts of the aforementioned guarantees, in CFA francs (FCFA), are as follow:

Lot	Bid Bond Amount (in CFAF)
Single lot	Two million (2,000,000)

The provisional bond must be the original copy and not older than three (3) months, otherwise it will be rejected.

The provisional guarantee of unsuccessful tenderers shall be automatically released upon publication of the contract award decision. If the bidder is awarded the contract, it shall be released as soon as the final bond is provided. Bank or certified cheques shall not be accepted in place of the provisional guarantee.

10. Consultation of Tender Documents

Hard copies of the Tender Documents may be freely consulted during working hours at the Tenders Unit, Department of Contracts of the Ministry of Public Works in Yaounde, located on the 4th floor of Building A of the headquarters of the Ministry of Public Works, Room 4/36, at Etoudi, administrative centre. Soft copies can also be accessed on the COLEPS platform online via <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, or on the website of the PCRA (www.armp.cm).

11. Acquisition of Tender Documents

Tender documents may be obtained during working hours at the Ministry of Public Works, Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 4th floor of Building A of the headquarters at ETOUDI, administrative centre, upon presentation of a receipt of payment into the Public Treasury of a non-refundable fee of **four hundred thousand (400,000) CFA francs**.

Upon withdrawal of tender documents, tenderers shall be registered by indicating their full contact information (PO Box, Telephone Numbers, Fax, Email, etc.).

The said receipt must identify the payer as the representative of the contractor willing to participate in the Call for Tenders.

It is also possible to obtain soft copies of Tender Documents by free download on the COLEPS platform, available at the addresses indicated above. However, online tendering is subject to the payment of Tender Documents purchase fee.

12. Presentation of Tenders

The maximum size of the aforementioned documents (Volumes 1, 2 and 3) that will transit through the platform and constitute the bidder's offer shall be as follows:

- 5 MB for Administrative Documents (Volume 1);
- 15 MB for the Technical Offer (Volume 2);
- 5 MB for the Financial Offer (Volume 3).

- Acceptable formats shall include:
- PDF format for texts;
- JPEG for pictures.

Candidates shall endeavour to use compression software to reduce the size of the files to be forwarded.

13. Submission of Tenders

Tenderers shall forward the bid through the COLEPS platform no later than 20 JUL 2026 at 11 a.m. An uncompressed backup copy of the bid saved in a USB drive shall be submitted in a sealed envelope, against a receipt, to the Ministry of Public Works, Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 4th floor of Building A of the headquarters of the Ministry of Public Works, located at ETOUDI, administrative centre, Room 4/36, no later than 20 JUL 2026 at 3 p.m. It shall bear the following:

No. **047** "OPEN NATIONAL CALL FOR TENDERS
/AONO/MINTP/CIPM-TCRI/CCCM-TR/2026 OF 18 JUN 2026
IN EMERGENCY PROCEDURE FOR THE EXECUTION OF WORKS TO CONSTRUCT
AN ACROW STEEL BRIDGE OVER RIVER MAYO LIDI IN THE MAYO-REY DIVISION,
NORTH REGION.
FINANCING: MINTP PUBLIC INVESTMENT BUDGET, 2026, 2027 AND 2028 FINANCIAL
YEARS (BACKUP COPY, DEPOSIT RECEIPT ISSUED BY THE CDEC AND ORIGINAL
BID BOND)".

14. Bid Admissibility

Tenders received after the submission deadline shall be rejected.

Any bid not complying with the requirements of the Tender Documents shall be rejected. This is particularly relevant in the absence of the bid bond, established in keeping with the model indicated in the Tender Documents and issued by a body or financial institution approved by the Minister in Charge of Finance to issue bonds as part of Public Contracts, valid for thirty (30) days with effect from the expiration of the tender validity.

Tenderers shall submit only the originals or certified true copies of the relevant administrative documents, certified by the issuing service, in accordance with the requirements of the Special Tenders Regulation, otherwise they will be rejected.

A bid bond provided but having no connection with the consultation in question shall be deemed to be absent. A bid bond presented by a tenderer during the bid opening session shall be rejected.

These administrative documents shall be valid for three (3) months and the validity deadline shall not expire before the Call for Tenders launching date.

15. Opening of Tenders

Tenders shall be opened at once on 20 JUL 2026 at noon prompt in the meeting room of the Internal Tenders Board for Infrastructure Construction and Rehabilitation Works at the Ministry of Public Works, located in Building A of the headquarters of the Ministry of Public Works, at ETOUDI, Administrative Centre.

Only tenderers may attend the opening session or have themselves represented by one duly mandated person of their choice, even in the event of a consortium.

16. Evaluation Criteria

15.1. Eliminary criteria

a) **Incomplete administrative file due to:**

- Absence of the bid bond (CDEC-bond) at the opening of tenders;
- Failure to submit a document deemed non-compliant or missing from the administrative file during the bid opening session despite the 48h-hour extension, except for the bid bond.

b) **Incomplete technical offer in the absence of one of the following elements:**

- The formal declaration attesting that the bidder did not abandon a contract over the past three years and that he is not on the list of failing companies drawn up by the MINMAP;
- A Works Supervisor meeting the specific qualification and experience requirements under the Special Tenders Regulation (RPAO): Civil engineering degree (GCE A-L + 3 at least), with at least seven (7) years' general experience in the Building and Public Works sector, and having carried out at least two (2) projects as a works supervisor in the field of engineering structures construction, maintenance or rehabilitation including at least one ≥ 25 LM composite bridge (attach curriculum vitae signed by the candidate, a certified copy of the certificate signed by the relevant Administrative Authority, an attestation of availability dated and signed by the candidate and an attestation of enrolment into the National Order of Civil Engineers (NOCE));
- A dated and stamped attestation of site visit, formally signed by the tenderer;
- A documented and illustrative site visit report (including evidence to the existence of the structure), signed on the last page by the tenderer;
- Dated and signed integrity charter;
- The statement of commitment to comply with environmental terms and conditions;
- An attestation of financial capacity or available credit line for the tenderer, issued by a first-class bank approved by the Minister in charge of Finance, to pre-finance the works covered by the tender, for an amount of at least:

Lot	Amount of Financing Capacity (in CFAF)
Lot 1	Six hundred and fifty million (650,000,000)

- Failure to meet 2/4 essential criteria, including the equipment criterion.

c) **Incomplete financial offer due to the absence of one of the following elements:**

- A stamped, dated and signed bid;
- The Unit Price schedule (UPS) compliant with the model indicating the prices exclusive of VAT in figures and in words, initialled on every page and signed on the final page;
- Signed, stamped and dated Bill of Quantities;
- Breakdown of quantified unit prices initialled on all pages.

d) **False declaration, forged or unauthentic documents, fraud.**

e) **Failure to comply with the file format for tenders submitted online.**

15.2 Essential Criteria

The technical offers shall be evaluated out of the following essential criteria:

- a) Proposed supervisory staff on twenty-three (23) sub-criteria;
- b) Equipment to be mobilised on twelve (12) sub-criteria;
- c) Contractor's references on one (1) sub-criterion;
- d) Methodology note on six (6) sub-criteria.

Note: Any State employee without proof of release from the public service shall not be considered in the assessment.

17. Contract Award

The contract shall be awarded to the lowest bidder meeting the technical, administrative and financial requirements.

18. Tender Validity

Tenderers shall be bound by their tenders for a period of ninety (90) days with effect from the initial tender submission deadline.

19. Further Information

Further information can be obtained during working hours at the Department of Contracts, Tenders Unit, located on the 4th floor of Building A of the headquarters of the Ministry of Public Works, at ETOUDI, administrative centre, Room 4/36, Division of Engineering Structures, Tel.: 222 23 12 56, at the Ministry of Public Works, or on the COLEPS platform online via <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, or any other electronic means of communication indicated by the Project Owner.

20. Technical Assistance

For technical assistance, in the event of a problem related to the use of the COLEPS platform, please call (+237) 222 238 155 / 222 235 235 669 or write to the following email address: dsi@minmap.cm.

21. Fight Against Corruption

In the event of any corrupt practices, please call or send an SMS to MINMAP on the following numbers: 673 20 57 25 / 699 37 07 48, or text MINTP on 88 00 2042.

Yaounde 18 JUIN 2026


Emmanuel NGANOU D